Des femmes au gouvernement

Une féminisation de l'exercice du pouvoir ?

Women in Government: a womanly way of Governing?

Caroline Ollivier-Yaniv

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4075>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4075

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2005

Pagination : 41-58

ISBN : 978-2-86480-859-6

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Caroline Ollivier-Yaniv, « Des femmes au gouvernement », *Questions de communication* [En ligne], 7 | 2005, mis en ligne le 05 octobre 2015, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4075> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4075>

CAROLINE OLLIVIER-YANIV

Centre d'étude des discours, images, textes, écrits, communications

Université Paris 12

yaniv@univ-paris12.fr

DES FEMMES AU GOUVERNEMENT UNE FÉMINISATION DE L'EXERCICE DU POUVOIR ?

Résumé. — La féminisation quantitativement observable au sein du gouvernement de Lionel Jospin est-elle également perceptible dans l'activité même de gouvernement ? Autrement dit, existe-t-il une manière féminine d'exercer le métier de ministre ? Telle est la question à laquelle cet article tente de répondre en s'appuyant sur une série d'entretiens semi-directifs avec des membres de cabinets ministériels – les « écrivains » – spécifiquement chargés de la préparation et de la rédaction des prises de parole publique des ministres. L'ensemble des observations conduit plutôt à la conclusion selon laquelle la féminisation du gouvernement Jospin doit être fortement relativisée tant le champ gouvernemental (en prenant en considération à la fois les représentants politiques et les membres des cabinets), ses conditions d'entrée ainsi que les contraintes qu'il génère sont encore androcentrés.

Mots clés. — Politique, gouvernement, ministre, femme, discours, entretien.

« Au bout d'un moment, à force de travailler comme ça, on intériorise les modes de pensée d'Aubry. C'est-à-dire que nous, on écrivait spontanément à la fin "je suis", participe passé "é e". Et même, moi ça m'est arrivé, en écrivant... "Je suis convaincue", avec "u-e", spontanément, comme ça. Y'a une espèce de mise en peau... Et du coup au bout d'un moment : premièrement, on sait ce qu'elle dit ; deuxièmement, on sait comment elle fonctionne... ».

Membre de cabinet ministériel, chargé de la préparation des prises de parole de la ministre¹.

« Le gouvernement de Lionel Jospin, constitué le 4 juin 1997, forme une équipe ramassée, rajeunie, plurielle et... féminisée. Car les femmes sont bel et bien "au centre du dispositif jospinien" suivant la formule de Serge July ». Cette double citation, extraite de l'ouvrage de Mariette Sineau (2001 : 182), montre bien que, pour bon nombre d'observateurs de la vie politique, qu'ils soient analystes ou journalistes, la composition de la première équipe gouvernementale de Lionel Jospin témoigne d'un phénomène de féminisation du personnel gouvernemental. Les indicateurs sont multiples et Mariette Sineau les recense de manière détaillée (*ibid.* : 197). D'un point de vue symbolique, ces indicateurs sont d'autant plus significatifs qu'ils se démarquent du caractère fondamentalement masculin de la V^e République et qu'ils sont mis en valeur par la « féminisation en trompe l'œil » (*ibid.* : 176) qui a notamment caractérisé le premier gouvernement d'Alain Juppé. D'un point de vue quantitatif, on est donc fondé à parler de féminisation du gouvernement, ce phénomène étant considéré comme un facteur de modernisation de la vie politique, en particulier parce qu'il contribuerait au renouvellement des élites. Tel est le constat que cet article entend précisément questionner : la féminisation est-elle également perceptible dans l'activité même de gouvernement ? Existe-t-il une manière féminine d'exercer le métier de ministre ? Le genre peut-il être une variable pertinente pour analyser les pratiques ministérielles ?

Nombreux sont les commentaires qui semblent s'accorder sur ce point, déduisant – de manière substantialiste – de la présence de femmes au gouvernement la féminisation des activités de gouvernement et par suite, de l'exercice du pouvoir. Ainsi Lionel Jospin, toujours cité par Mariette Sineau, commentant la nomination de Marylise Lebranchu : « Une femme au ministère de la Justice, [...] c'est un regard parfois plus humain, plus concret, plus précis sur les grands principes de la justice, mais aussi sur les problèmes de la justice au quotidien » (*ibid.* : 197). Il en est de même avec les commentaires de la politiste lorsqu'elle évoque

¹ Entretien avec l'auteure (10/05/01). Dans le texte, seule la date de l'entretien sera indiquée à la suite de la citation.

la thèse d'un renouveau « de la façon de faire de la politique » : « Une façon moins arrogante, et surtout plus morale » (*ibid.* :183). Par ailleurs, d'autres travaux portant sur les discours de plusieurs ministres (hommes et femmes) du gouvernement Jospin ont notamment permis de mettre en évidence l'existence d'un *ethos* féminin et d'un phénomène en voie de généralisation (c'est-à-dire non spécifique aux ministres femmes) « d'affichage de sensibilité féminine en politique » (Bonnafous, 2003 :141).

Afin de comprendre si la présence de femmes parmi les membres d'un gouvernement implique une manière différente d'exercer le pouvoir, on a cherché à analyser le fonctionnement du groupe au sein duquel s'élaborent et se préparent les activités imparties à un membre de gouvernement. Ainsi s'est-on penché sur un certain nombre de cabinets ministériels, en questionnant une catégorie bien précise de leurs membres : ceux que l'on dénommera ici « écrivains » et qui se consacrent spécifiquement à la préparation ou à la rédaction des prises de parole du ou de la ministre.

Du pouvoir politique à l'exercice du métier de ministre : des professionnels du maniement des signes et des symboles

Avant d'en arriver à la restitution des résultats de l'enquête elle-même, il convient d'exposer les raisons et les enjeux de cette démarche socio-anthropologique relativement à un terrain notamment caractérisé par sa délicate observabilité. Il s'agit d'analyser une forme d'exercice du pouvoir exécutif – en l'occurrence gouvernemental – à partir des acteurs politiques qui le manifestent et en prenant en considération leurs trajectoires professionnelles, les interactions et les interdépendances auxquelles ils participent, ainsi que leurs conditions de travail. En effet, autour d'un ministre nommé et, à ce titre, représentant institutionnel du pouvoir exécutif, le cabinet est constitué d'un ensemble d'acteurs dont l'essentiel des activités consiste à instruire les dossiers techniques qui nourrissent les décisions politiques, de même que leur présentation et leur justification. La constitution d'un cabinet est un exercice stratégique, le ministre ayant intérêt à s'entourer de collaborateurs qui possèdent une compétence spécifique, la capacité à travailler avec l'appareil administratif central du ministère et la volonté de servir au mieux son action (Mathiot, Sawicki, 1999). Afin de signifier la division du travail interne au cabinet, le lexique permet en général d'identifier des « conseillers », des « conseillers techniques » et des « conseillers

spéciaux » ou chargés de mission : les premiers – généralement les plus nombreux – sont des experts d'un domaine précis, tandis que les autres jouent un rôle plus stratégique ou politique, en étant par exemple chargés des relations avec le parlement.

Pour autant, l'organisation d'un cabinet ne se résume pas à ce strict et rationnel partage des tâches. Le groupe dont il est question est traversé par des enjeux internes et des logiques d'acteurs, comme en témoigne le discours indigène selon lequel les cabinets ont un véritable bestiaire : on y trouve « des chats, des chiens et des singes ou des crocodiles » (06/06/02). Les « chats » représentent plutôt les conseillers techniques, spécialistes d'un secteur précis de l'activité du ministère qui, ce faisant, sont avant tout attachés à leur maison. Autre stéréotype animalier, les « chiens » désignent les conseillers politiques qui sont caractérisés par la fidélité à leur – maître – ministre. Enfin, les troisièmes – singes ou crocodiles – désignent de manière plus péjorative des membres de cabinet généralement qualifiés d'opportunistes. Pour résumer et reprendre la formule recueillie auprès d'un écrivain (énarque et normalien), alors que celui-ci définissait les raisons de son arrivée au cabinet d'un ministre (« Donc moi, j'ai toujours été un chat ») : « Les chats sont de la maison, les chiens suivent leur maître et les singes se raccrochent aux branches »².

Il existe donc plusieurs manières de produire et de dire l'exercice du pouvoir au sein de l'institution gouvernementale : ce phénomène devient perceptible lorsqu'on prend en compte le parcours, les activités et le discours des acteurs et que l'on ne se place pas dans la perspective d'objets macro-sociaux. La mise au jour et l'analyse du fonctionnement d'un cabinet ministériel procèdent de la sociologie compréhensive : elle prend en considération ceux dont les pratiques, les interactions et les discours font de l'exercice du pouvoir ministériel une forme d'action collective, plutôt qu'« une structure choséifiée » ou une « structure "personnifiée", ayant une existence autonome » (Weber, 1913 : 18) ou rapportée à la seule figure du représentant légal, à savoir le ou la ministre. Cet appui théorique nous conduit à problématiser l'affirmation de la féminisation d'un gouvernement en questionnant les rapports entre genre et activités ministérielles.

En second lieu, la mise au jour et l'analyse du fonctionnement d'un certain nombre de cabinets ont été réalisées à partir d'une entrée précise et spécifique : dégager les conditions de production des discours des ministres. En effet, une très grande partie des activités d'un(e) ministre consiste en des prises de parole publiques qui découlent à la fois

² *Ibid.*, entretien dans les murs de la « maison », à savoir le ministère de l'Intérieur.

du droit et des règles du jeu politique. Ces termes de « prise de parole publique » désignent une multiplicité de circonstances et de rituels constitutifs de l'activité ministérielle : des interventions et des discours oraux médiatisés ou directs ; des textes écrits, signés du ministre, le plus souvent publiés sous la forme de tribunes et d'articles dans la presse, ou de préfaces d'ouvrages. Cette entrée permet d'aborder l'activité politique consistant à exercer le pouvoir à partir d'une notion qui lui est consubstantielle : le discours et, de manière plus générale, la symbolique. L'observation de l'exercice du métier de ministre (et de représentant politique en général) fait apparaître que discours et action politiques, ou même discours, communication et action politiques, ne sont pas considérés comme étant concurrents mais intégrés.

En général, dans l'équipe que constitue un cabinet sont désignées – ou émergent – une ou plusieurs personnes chargées de la préparation des prises de parole du ministre : cette préparation va de l'élaboration d'éléments de langages et de formules – celles-là même qui deviendront, peut-être, des « petites phrases », selon une catégorie floue mais néanmoins signifiante du langage journalistique – jusqu'à la rédaction entière de discours ou d'interviews de presse écrite que le ministre n'a jamais physiquement accordées (Ollivier-Yaniv, 2003). Ces acteurs sont particulièrement significatifs des modes de fonctionnement d'un cabinet, car ils appartiennent à deux espaces d'interactions conjoints. D'abord, les interactions internes au cabinet : une prise de parole ministérielle résulte de la remontée d'informations à caractère technique depuis les conseillers « experts » vers l'écrivain, et d'un circuit de validation du texte entre l'écrivain et les dirigeants du cabinet, voire le ministre lui-même. Simultanément, l'écrivain est un médiateur, un traducteur et un interprète entre les préoccupations et le langage propres au cabinet et les attentes présupposées des différents publics auxquels le ministre est amené à s'adresser. Médiateur, l'écrivain l'est aussi par le rôle qu'il joue en matière d'articulation interministérielle et de positionnement du discours du ministre dans les cadres du discours gouvernemental. Caractérisant notamment la relecture ou la réécriture de prises de parole, un écrivain parle ainsi de « lissage du politiquement correct », entendant par là le fait de rendre le discours du ministre « jospino-compatible » (11/06/01).

Pour analyser le métier de ministre et, ce faisant, identifier son caractère éventuellement genré, ont été pris en considération des acteurs sociaux qui sont des spécialistes du maniement des signes et des symboles dans l'appareil gouvernemental. Ces écrivains ne sont pas seulement des témoins, mais bien des acteurs de l'activité ministérielle puisqu'ils ont pour mission d'en produire une représentation ou un encodage transmissible à l'extérieur de la sphère gouvernementale. Ensuite, l'analyse

des discours avec des écrivains constitue une voie de compréhension des conditions d'exercice du métier de ministre. Les éléments présentés ici sont essentiellement fondés sur neuf longs entretiens menés avec des écrivains de ministres, hommes et femmes, du gouvernement (spin représentatifs de la majorité plurielle (PS, PC, Mouvement des citoyens et Verts). Tous étaient des hommes et, en tant que tels, sont représentatifs du caractère majoritairement masculin de la population de cabinet. Six d'entre eux avaient travaillé avec des ministres femmes issues du PS, du PC et des Verts ; ces entretiens ont permis d'aborder les modalités de fonctionnement de dix cabinets puisque certains plusieurs ont exercé ce rôle dans des équipes différentes. Inversement, il est arrivé d'interroger deux écrivains ayant simultanément appartenu au même cabinet. En premier lieu, la conduite de l'entretien consistait à demander à l'écrivain de décrire ses activités au sein du cabinet, et ce, dans leur déroulement le plus concret et le plus quotidien. Le plus souvent, les relances portaient sur l'identification et l'évocation des relations avec les autres membres du cabinet, le ou la ministre, ainsi qu'avec des acteurs sociaux (et lesquels). Lors des interactions constitutives de tels entretiens, il s'est agi – au moins dans un premier temps –, tant dans le discours de l'enquêtrice que de l'enquêté, de réduire la part du discours réflexif. Notamment, l'enquêtrice veillait à ce qu'aucune hypothèse ne soit proposée à l'enquêté au travers les questions posées. En effet, récits d'expérience, les discours recueillis n'ont vocation ni à répondre à la question de départ, ni à expliquer un phénomène, ni à dire le vrai ou le faux du fonctionnement d'un cabinet ministériel. C'est par l'analyse des discours suscités par l'entretien et par suite constitués en corpus, tout en considérant la diversité du parcours professionnel des écrivains (Olivier-Yaniv, 2003), que l'enquêtrice s'attache à comprendre ce que le rôle de l'écrivain révèle du fonctionnement d'un cabinet ministériel et des activités constitutives de l'exercice du pouvoir.

L'échelle d'observation ainsi adoptée permet de prendre en considération un objet fondamentalement restreint – le cabinet ministériel comme lieu du politique – mais diversifié. La démarche d'entretien génère des discours d'acteurs ayant appartenu à plusieurs cabinets. Ceci aurait été très difficilement réalisable par une observation ethnographique classique, et permet de croiser et recouper des expériences distinctes. Ajoutée à la nécessité de faire varier les dispositions et caractéristiques des acteurs sociaux considérés (origines partisans, expérience professionnelle, genre du ministre), cette posture invalide tout projet d'anonymat. Toutefois, c'est bien à des parcours politiques et à des positions gouvernementales que renvoie l'évocation des ministres, parfois sous leur identité, parce qu'ils apparaissent nommément dans un entretien ou par commodité d'écriture.

Quand on analyse ces entretiens avec le projet d'identifier des indices d'une manière féminine d'exercer le métier de ministre, deux phénomènes apparaissent de manière saillante. Le premier témoigne du fait que la variable de l'expérience politique en général, et gouvernementale en particulier, exerce un poids bien plus déterminant que la variable du genre en matière d'organisation et de fonctionnement du cabinet. Compte tenu de la surreprésentation des hommes dans le champ politique national, l'expérience politique constitue un critère sexuellement discriminant au regard du processus de recrutement des élites gouvernementales. Par ailleurs, il ressort explicitement des entretiens avec des écrivains de ministres femmes – et en creux des entretiens avec ceux de ministres hommes – que le genre est une variable significative dans la conception du travail du cabinet. Telles sont les deux propositions que nous mettrons en perspective pour comprendre s'il existe une relation entre genre et exercice du pouvoir.

Constitution, organisation et fonctionnement du cabinet : le poids discriminant de l'expérience politique et de gouvernement

Pour un ministre, la constitution d'un cabinet est un exercice caractéristique et important de ses activités. Le choix des conseillers, l'identification de leur charge ainsi que la détermination des responsables du cabinet (directeur, directeur adjoint, chef) induisent une division du travail qui rend diversement opérationnelle l'équipe des collaborateurs les plus proches du ministre. Or, en ce qui concerne cet exercice essentiel de l'apprentissage du métier de ministre, il apparaît que la variable du genre est très faiblement significative par rapport à la variable de l'expérience politique et de l'expérience gouvernementale. Qu'entend-on par expérience politique et pourquoi s'agit-il d'une variable discriminante ? En fait, cette notion d'expérience politique doit être subdivisée : elle recouvre l'origine partisane et le parcours professionnel antérieur du ministre – a-t-il exercé des mandats nationaux et/ou plutôt locaux ?

Le premier de ces critères – l'origine partisane – est essentiel lors de la constitution du cabinet, de son organisation et des relations avec l'appareil administratif du ministère. Quel que soit le genre du ministre, cette organisation est particulièrement problématique si celui-ci est issu d'un parti qui n'a pas une culture de gouvernement ou de l'exécutif. Ainsi, chez deux des écrivains de Dominique Voynet, apparaît-il de manière prégnante la difficulté à travailler avec la haute administration.

Du point de vue des écrivains qui ont à mettre en mots compréhensibles par les journalistes et par le grand public des décisions et des activités parfois complexes et techniques, la relation avec les conseillers techniques du cabinet et avec les hauts fonctionnaires du ministère est toujours perçue comme problématique, particulièrement en termes de rapport au langage (technicité vs dénaturation du sens). Pour autant, chez les écrivains de ministres issus de partis non ou peu gouvernementaux, la haute administration apparaît comme une forme de l'altérité, mais encore comme une forme d'une altérité hostile, parce qu'obéissant à des logiques institutionnelles et contradictoires avec un projet politique : « [Au sein du cabinet], Il y avait des gens qui avaient un peu pour responsabilité d'avoir une... une vigilance particulière sur la façon d'instruire les dossier parce que c'est vrai que... que la haute fonction publique est assez... Je dirais que, quelle que soit la majorité politique et quel que soit le ministère, je pense qu'elle reproduit partout. C'est la façon dont elle a été formée, cette haute fonction publique. Et donc, si vous n'êtes pas attentif, les gens pondent les mêmes décisions quel que soit le ministre, quelle que soit la majorité sans que ça leur cause le moindre souci » (21/07/03).

Comparant sa mission similaire dans l'équipe d'un adjoint au maire de Paris au moment de l'entretien (02/04/03), un autre écrivain de Dominique Voynet – jeune cadre d'origine militante – évoque la lourdeur de l'appareil administratif et met en évidence les fortes contraintes que le contexte administratif et interministériel fait peser sur le discours de la ministre : « Et puis il y a pas... ce... j'allais dire ce poids de l'État, parce que ça c'est... c'est quelque chose que j'ai découvert au cabinet de Dominique Voynet, c'est à quel point euh... l'État c'est une grosse machine, un ministre peut dire une chose et peut pas tout dire... Dans une ville... fût-ce la plus grande de France, fût-ce une ville département, la liberté de langage est beaucoup plus grande ».

Cette difficulté apparaît également dans le discours de l'un des écrivains de la ministre communiste Marie-Georges Buffet, même si c'est en creux des propos. Évoquant les interlocuteurs de la ministre et du cabinet, il caractérise les relations avec l'administration du ministère de la Jeunesse et des Sports comme étant atypiques, car simples et directes : « Ce qui n'est pas le cas de ministères plus techniques, quoi, c'est plus... c'est plus filtré, puis ici c'est un petit ministère... c'est la chance. C'est que le lien que vous avez avec votre administration, est un lien très... très simple, très direct, très... beaucoup plus... il y a beaucoup moins de filtres hein. Ici, entre un agent du ministère et la ministre, il y a un, deux, trois, quatre échelons. Ce qui n'est rien ».

D'ailleurs, tant en ce qui concerne le cabinet de Dominique Voynet que celui de Marie-Georges Buffet, les écrivains font spontanément remarquer, et le plus souvent comme avec une certaine satisfaction, que les énarques ou les fonctionnaires appartenant à des grands corps d'État sont rares, voire absents : « Quand on va à des réunions interministérielles euh... on parle pas la même langue. Parce que le cabinet de, de, de Marie-Georges Buffet euh... est un cabinet atypique depuis le début. Il y a peu d'énarques. Il y a peu de hauts fonctionnaires. On a tous un parcours euh... militant ou... en plus militant large parce que ça a toujours été un cabinet pluraliste y compris euh... Il n'y a jamais, il n'y a jamais eu dans ce cabinet que des communistes » ; « La particularité du cabinet Voynet, c'est que... c'est un cabinet, en tous les cas le premier cabinet, enfin les deux premières années, où il y avait une majorité de contractuels par rapport à des fonctionnaires. En tous cas une majorité de gens qui n'étaient pas issus des grands corps. Et même quand ils étaient fonctionnaires c'était pas des grands corps. Peu d'énarques, peu de... peu de X, peu de X-Mines etc. euh... Ça c'est une vraie particularité ». Il se trouve que les deux cabinets dont on évoque ici les difficultés d'acculturation au fonctionnement de l'appareil administratif d'État travaillaient précisément pour des ministres femmes. Toutefois, deux autres faisceaux d'observations mettent en évidence que c'est bien l'origine partisane et la relativement faible culture gouvernementale qui sont déterminantes plutôt que le caractère féminin.

Aucun des deux écrivains de Martine Aubry, femme mais surtout ministre socialiste pour la deuxième fois, n'évoque le caractère presque douloureusement contraignant de l'environnement administratif et interministériel. Leur rôle de traducteur de dossiers et un langage extrêmement techniques sont également perçus comme délicats. En revanche, l'appareil administratif n'est jamais représenté comme une puissance contraignante sur le projet politique ministériel. Et même lorsqu'un écrivain déplore la faiblesse du positionnement politique de sa ministre (28/05/01)³, c'est bien à elle seule qu'il en impute la responsabilité et non à l'environnement du cabinet. Même en imaginant que ce type de remarque constitue un jugement de valeur et relève d'une rivalité d'ordre politique entre un membre du cabinet et la ministre, on peut considérer que ce phénomène est justement rendu possible par l'acculturation gouvernementale de tous les acteurs politiques, la ministre comme son écrivain. Pour les membres de cabinets dont le ministre – homme ou femme – a une culture gouvernementale, la domestication de l'appareil administratif apparaît comme un pré-requis naturel et implicite au travail ministériel.

³ L'écrivain est un cadre du PS, ancien président du Mouvement des jeunes socialistes. Avant son passage en cabinet ministériel, il a appartenu à l'équipe de campagne présidentielle de L. Jospin, chargé de questions relatives à la jeunesse. Après son passage en cabinet, il s'investit dans la mise en œuvre du Nouveau parti socialiste (NPS), courant alternatif interne au PS depuis le congrès de Dijon de mai 2003.

Ensuite, qu'ils soient hommes ou femmes, tous les ministres issus de partis au pouvoir ne constituent pas facilement un cabinet et ne maîtrisent pas aussi aisément les relations avec l'administration. Ce cas de figure atypique signifie bien que l'expérience professionnelle politique propre à chaque ministre s'avère déterminante en tant qu'elle a contribué – ou pas – à l'apprentissage des usages administratifs et politiques gouvernementaux. On peut citer le cas de deux ministres socialistes – une femme et un homme : Catherine Trautmann à la Culture et Daniel Vaillant à l'Intérieur – qui se sont trouvés en charge de portefeuilles importants après et avec une expérience d'élu local. Au sein de ces deux cabinets, le rôle d'écrivain n'est pas identifié et la division du travail semble plutôt confuse. Commentant l'environnement de ses missions au sein du cabinet de la ministre de la Culture, un écrivain (membre d'un autre cabinet ministériel lors de l'entretien) mentionne l'impréparation qui caractérise le travail sur les prises de parole : « Là on était plus véritablement dans euh... dans de l'accidentel qui devient routinisé euh... que dans une organisation pré-pensée et une vision organisée, voire quasiment organique, du travail ».

Par ailleurs, l'un des écrivains d'un autre ministre de l'Intérieur fait aussi remarquer les carences du cabinet de Daniel Vaillant – avec lequel il a également collaboré, sans en faire partie – en termes de division du travail, ceci en les rapportant notamment à une insuffisance des relations politiques et professionnelles du ministre : « Et le cabinet de Vaillant était franchement en sous-effectif... Quand je dis en sous-effectif c'est-à-dire qu'il suffisait pas à la tâche hein... Un cabinet... Ça a des tâches à accomplir... C'est pas euh... Contrairement à ce qu'on dit dans la presse... Ça a des tâches fonctionnelles, un cabinet. Et euh... Donc, c'était un peu... Ils étaient un peu juste... Euh... en effectif. Et euh... Comment dirais-je ? Daniel Vaillant n'a pas le... n'a pas le, le... la même euh... la même richesse de parcours que Jean-Pierre Chevènement et euh... Surtout, n'avait jamais été ministre auparavant et avait peu de relais dans la haute fonction publique euh... et donc euh... il a eu euh... des gens qui étaient, qui étaient, qui étaient ses proches, étaient quand même beaucoup plus des gens de terrain du 18^e arrondissement du Parti socialiste. [...] Dans le cabinet de Daniel Vaillant, il n'y avait pas de plume. Il n'y avait pas de conseiller chargé de... chargé de ça euh... donc euh... C'était les conseillers techniques qui rédigeaient les discours... alors, avec là encore hein ? Avec plus ou moins de réécriture par rapport à ce que fournissaient les services et euh... et c'était... les discours étaient euh... revus, assez étroitement revus par le directeur et le directeur adjoint du cabinet ».

De l'analyse de ces discours émanent des contraintes structurantes du champ gouvernemental, des activités qui s'y déploient et des acteurs politiques qui en sont les représentants. À l'échelle gouvernementale, le poids de l'expérience politique et les ressources symboliques qu'elle confère – ou pas – au ministre déterminent majoritairement l'organisation et le fonctionnement du cabinet, à la fois dans ses relations avec des partenaires internes au ministère et au gouvernement, ainsi qu'avec les journalistes et les parlementaires. L'apprentissage préalable d'un certain nombre de règles détermine donc largement l'exercice du métier de ministre, qu'il soit homme ou femme.

Or, tant que le champ politique français (local et surtout national) comprend une faible proportion de femmes, celles-ci ont une probabilité moindre d'acquérir de l'expérience politique et d'accéder à des postes de responsabilité ministérielle. Le différentiel d'expérience est donc corrélé au genre des acteurs politiques : l'expérience politique constitue aussi une variable discriminante du point de vue du genre dans le recrutement des ministres dans un contexte politique caractérisé par la faible présence des femmes. D'ailleurs, ce qui spécifiait les femmes du gouvernement Jospin, c'est bien qu'aucune ne méconnaissait le champ politique et qu'elles étaient peu nombreuses à méconnaître le champ gouvernemental et ministériel. Du point de vue du recrutement et des caractéristiques sociologiques (et non plus du seul point de vue des pratiques), la nomination de 32 % de femmes dans ce gouvernement ne fait que confirmer les tendances lourdes, classiquement observées pour les ministres. En ce sens, la présence de ministres femmes au sein du gouvernement Jospin n'a pas contribué au renouvellement des élites politiques.

La préparation des discours dans le fonctionnement du cabinet : un degré d'exigence typiquement féminin ?

En revanche, des éléments de différenciation entre ministres hommes et ministres femmes semblent résider dans la caractérisation et la représentation qui sont faites, par les écrivains, du rapport de la ministre à la préparation du discours et de la prise de parole. Qu'il s'agisse d'une ministre socialiste, communiste ou écologiste, que l'écrivain soit de type militant ou universitaire (Ollivier-Yaniv, 2003), on observe la mise en avant systématique de l'extrême attention accordée à la préparation d'une prise de parole, ainsi qu'à sa validation avant publication – même si c'est dans une moindre mesure pour ce second point. Nombreuses

sont les séquences qui, dans les entretiens, évoquent unanimement et avec véhémence (dans l'énonciation et dans le ton, à l'écoute des bandes) le temps passé par la ministre tout comme le degré d'exigence apporté à la préparation des prises de parole.

Pour une ministre non énarque, chef d'un parti ayant pour la première fois des responsabilités exécutives nationales : « Elle a eu deux périodes successives : au début, d'abord parce qu'il fallait qu'on se fasse... elle a son... elle et moi, que nous nous fassions à nos personnalités respectives. On n'avait jamais bossé ensemble. Elle relisait systématiquement avant. Elle amendait et après elle relisait. Mais euh... souvent dans la deuxième période, je l'ai vue découvrir un texte en le lisant. [...] Je parle bien des discours qui sont des discours de ministre pas des discours de... de militante verte devant les Verts. Où là j'ai l'impression, il faudrait demander à Archimbaud, elle était beaucoup plus attentive sur le détail, les tournures. Elle pesait vraiment chaque... ça, elle les relisait beaucoup avant. Non pas parce qu'elle n'avait pas confiance, mais parce que l'enjeu était plus... En gros il y a plus de risques à se prendre une avoinée des Verts euh... parce qu'elle aurait eu un mot imprudent que... que d'irriter je ne sais quelle euh... fédération industrielle euh... » (21/07/03).

Parlant de la relecture et de la correction des interviews, accordés par exemple au quotidien *Le Monde*, le même écrivain signifie la volonté de maîtrise du discours relayé par les médias : « Là-dessus on n'était pas d'accord. Donc elle voulait mesurer, contrôler jusqu'à la dernière virgule. Et moi, je disais : "Non, la communication politique, c'est un risque à prendre... C'est là où tu es bonne aussi donc il faut... Voilà, il faut y aller". Donc là on était pas toujours d'accord. Il y a eu des moments, des moments de tension. Mais les fois où elle a eu à relire, quand j'étais encore là euh... c'était souvent... rarement sur des choses essentielles. C'est-à-dire euh... je ne sais pas comment font les autres ministres, mais elle pinaillait sur des adjectifs ou des virgules euh... pas sur euh... effectivement : "J'aurais jamais dit ça comme ça ou..." ».

Une autre citation, relative cette fois à une ministre communiste de faible culture ministérielle, indique même une préparation laborieuse et besogneuse des prises de parole (13/02/02) : « On lui soumet un premier... jet... avec en annexe les pièces qui nous ont servi à l'élaborer. Elle le relit. Elle relit tous ses discours avant ; et elle les corrige tous. Pas un discours n'est pas mis à sa main et pas à sa bouche. [...] Donc, elle retravaille énormément. Elle peut retravailler soit euh... Bon alors évidemment, je vous dirais qu'entre le début où on est arrivé et cinq ans après, elle corrige évidemment beaucoup moins maintenant qu'elle ne corrigeait au début puisque le principe même de celui qui suit

un discours c'est qu'il finit, par mimétisme, de prendre les tics de langage, de prendre le phrasé, de prendre... bon. [...] Le discours restera dans sa poche mais elle l'a ingurgité, ruminé et elle le ressortira sans en avoir besoin. Ce qu'elle pratique assez souvent ».

Enfin, pour une ministre socialiste, énarque avec une expérience gouvernementale : « Très compliqués, les discours avec Aubry. C'est-à-dire qu'elle n'a jamais accepté un discours... La première version du discours en l'état. C'est jamais arrivé. Soit on reprenait ensemble, soit elle réécrivait tout. Ça dépendait. Des fois, elle a pas mal réécrit en... Elle a toujours corrigé, toujours relu, toujours réécrit. Tout ou partie. Pour ce qui est des discours un peu importants, bon je parle pas des Légions d'honneur mais des euh... Les discours sur la réduction du temps de travail, sur l'exclusion... Il y avait toujours beaucoup d'allers-retours entre elle, nous euh... Énormément. Très rarement satisfaite de la première version, évidemment. [...] Mais, du coup, c'est vrai qu'elle intervenait beaucoup dans la production de ses discours. Moi j'ai travaillé qu'avec elle, donc je sais pas du tout comment fonctionnent les autres. Mais elle, c'est vrai que c'était pas du tout le genre euh... : on lui file le discours cinq minutes avant, je le prends dans la voiture, je regarde et j'y vais. Pour les trucs importants. Pour les petits trucs euh... Sinon quand elle intervenait devant des étudiants bon... Sur la réduction du temps de travail, au bout de trois ans c'est vrai qu'elle y faisait moins attention mais euh... Pour les discours un peu... un peu sensibles et un peu lourds, elle intervenait beaucoup. Ou dans les publications, les colloques. [...] Un dossier pour une émission, c'était jamais fini. Il fallait des fiches sur tout : sur toute la politique étrangère, sur tous ses domaines. On ne faisait pas toutes les fiches hein. C'était les conseillers techniques. On récupérait, on centralisait. Et sur tout. Alors c'était probablement un peu trop mais moi, *a posteriori*, je me dis qu'en même temps, c'est probablement une des ministres qui a fait le moins d'erreur de com » (10/05/01).

La plupart du temps, les observations témoignant du caractère plus particulièrement méticuleux et consciencieux de la préparation des prises de parole sont accompagnées d'analyses d'ordre psychologique qui amènent les écrivains à donner spontanément les raisons de cet état de fait. Lors de l'entretien (10/05/01), l'écrivain de Florence Parly (énarque et elle-même ancien membre de cabinet), paraît à la fois embarrassé et comme obligé de faire observer une sorte de complexe d'infériorité de la secrétaire d'État face à ses interlocuteurs gouvernementaux et parlementaires : « D'ailleurs ce qui est marrant chez elle, c'est qu'elle, vraiment, elle surdimensionne sa..., entre guillemets, sa « non-compétence »... Alors que, euh... C'est quelqu'un... Elle rentre dans le détail des personnalités parce que ça joue de manière majeure, dans le bon sens hein ? ».

On relève le même type d'observation chez l'un des écrivains de Dominique Voynet, autre figure de la débutante dans la carrière ministérielle. Cette fois, cette caractéristique apparaît comme une forme de déficience – même temporaire – vis-à-vis de ce que l'écrivain estime sans doute être les bonnes attitudes dans le champ gouvernemental : « Son défaut, c'est que euh... elle avait un besoin de justification permanente, surtout au début, et qu'elle a retrouvé ici, qui fait qu'elle veut tellement pas être prise en... comment dirais-je, en défaut de ne pas savoir ou de ne pas être capable d'argumenter qu'elle en... Elle en met une tonne de trop quoi. C'est toujours extrêmement précis, méticuleux et... C'est inaudible... La communication politique, c'est évidemment l'inverse ».

Cet enchaînement des observations est également évident chez les écrivains de Martine Aubry. La ministre apparaît comme étant très exigeante avec elle-même y compris dans des situations qui, du point de vue des écrivains, ne le justifient pas. Question : « Puisqu'elle faisait des digressions et sortait du texte en tant que tel, pourquoi ce texte était-il toujours aussi nécessaire ? ». Réponse : « Pour la rassurer. Ah ça c'est le fonctionnement de Martine Aubry. Une vraie fonction de réassurance. C'est-à-dire que... On peut penser ce qu'on veut d'Aubry, sur l'emploi en tout cas c'est une experte évidente et reconnue. C'est-à-dire qu'elle connaît le sujet très bien. Mieux que quiconque quasiment. Et ça n'empêche pas qu'elle allait à des émissions de télé avec des dossiers emploi qui étaient hauts comme ça. Qu'elle lisait à peine mais faut toujours avoir la bonne fiche, faut toujours qu'elle... Toujours en quête de se dire : si j'ai besoin de ce chiffre, si j'ai besoin de cet argumentaire, si j'ai besoin de cette note... Donc... Et le discours c'est un peu pareil : c'est... un fil, un guide qui la rassure et après, si elle, elle le sent, si elle le sent avec son auditoire etc, elle y va et elle est tout à fait capable... ».

Un écrivain évoque même la crainte d'une ministre de ne pas savoir répondre aux questions posées en direct par les auditeurs d'une chaîne de radio nationale, tout en demandant à l'enquêtrice de rester discrète sur ce point. Alors même que tout l'entretien est globalement empreint d'une grande admiration pour le travail et la personne, l'écrivain fait ainsi part, même à contrecœur, de ce qu'il perçoit comme une faiblesse : « Et France Inter, elle déteste les questions des auditeurs. [...] C'est toujours dans sa logique... Enfin elle déteste... Elle a l'impression d'être en danger. En fait elle est plutôt bonne dans l'exercice, elle est même très bonne. [...] Et de comprendre et de connaître ces problèmes, et de voir que... Elle est très bonne dans ce sens-là mais elle... Elle le repousse pas, mais je pense qu'elle a toujours peur que je sais pas... Je sais pas ce qui se passe mais bon... D'avoir une question, elle a pas la réponse. Il y a toujours cette peur de pas savoir, de pas savoir répondre. [...] C'est le grand oral tous les jours, hein,

pour elle. Et donc France Inter, si vous vérifiez, les rares fois où elle y est allée, elle est partie avant les questions des auditeurs. Elle a dû faire une fois Radiocom, une fois ou deux parce qu'il fallait bien le faire, quand même. Parce que à chaque fois elle pouvait pas partir ».

Sur cette question de l'attention portée à la préparation des prises de parole et plus encore des raisons qui la motivent, la différence est patente avec les représentations formulées par les écrivains d'hommes ministres. De manière générale, on observe beaucoup moins de commentaires sur ce sujet qui, pourtant, n'était pas moins évoqué dans les questions ou dans les relances de l'enquêtrice. Lorsque la question du rapport du ministre à la préparation de ses prises de parole est évoquée, il en ressort systématiquement une relative modération et, globalement, un plus grand détachement de la part de l'homme ministre.

Ainsi, concernant Jean-Pierre Chevènement et son rapport aux discours écrits puis aux interviews : « Le ministre euh... et le ministre alors là ensuite le relisait très, très attentivement euh... et faisait toujours... alors des corrections plus ou moins nombreuses, plus ou moins euh... euh... c'était très... c'était très variable selon les thèmes, selon l'attention qui il portait, l'importance qu'ils avaient à certains moments euh... et donc, il modifiait. Mais le, le... je dois dire que euh... au fur et à mesure que le temps passait, le ministre corrigeait de moins en moins ce que j'écrivais » ; « À partir du moment où il avait donné une interview et où il avait exprimé sa pensée euh... d'ailleurs, on le voyait, on le voyait... physiquement. Quand il donnait une interview comme ça, il prenait du temps pour répondre aux questions, il s'exprimait lentement, donc on voit bien qu'il élaborait euh... une expression de façon très très précise dans son esprit » (12/05/02).

Dans le cabinet de Jack Lang, même si le ministre « voit tout ce qui sort » et entretient « un rapport complètement irrationnel, quasiment d'ordre du pathologique aux questions d'actualités » notamment parce qu'il « déteste prendre la parole à l'Assemblée » (16/05/01), la manière dont il intervient dans la préparation de la prise de parole apparaît comme étant modérée et distante : « Il m'arrive en fait d'en parler avec lui avant de commencer à rédiger, c'est pas toujours le cas. Généralement, l'essentiel du boulot, il est fait hors de son bureau. Sauf cas exceptionnel où, si il y a quand même des moments où on voit à peu près la ligne qu'il veut tenir, ça aide quand même à rédiger. Et puis il y a des formules auxquelles il tient qu'on jette dans le texte qu'on rédige ».

Enfin, c'est un homme ministre qui obtient la palme de la distance – qui se transforme ici en hauteur de vue et en maîtrise – par rapport à ce que préparent pour lui ses écrivains : « Ce qui est rigolo de travailler

avec lui c'est que la... la facilité... – J'ai travaillé avec beaucoup d'autres responsables politiques –, est absolument stupéfiante. Donc, il y a beaucoup de discours... les discours les plus importants, qu'il peut découvrir le matin ou un quart d'heure avant en y allant dans la voiture euh... lire le discours, le ranger, prendre deux trois trucs et puis ressortir totalement le discours beaucoup mieux euh... découvert un quart d'heure avant. Pour celui qui écrit c'est quelque chose d'assez euh... c'est... c'est assez étonnant à... à voir ».

Quel sens donner à ces observations ? En évitant de conforter par le biais de l'analyse les généralités telles que « les femmes sont plus méticuleuses que les hommes » ou « les femmes sont plus anxieuses que les hommes ». Sur ce dernier point, on a d'ailleurs un bon contre-exemple par la caractérisation, par son écrivain, d'un homme ministre tel que Jack Lang. Pour autant, on peut supposer que c'est dans un travail de préparation particulièrement approfondi que l'on trouve la source de cette expression précise, technique et nuancée dont Simone Bonnafous (2003) met en évidence qu'elle est l'un des traits structurants de l'*ethos* commun à toutes les femmes ministres du gouvernement Jospin.

Dans le contexte qui nous intéresse, tout se passe comme si cette attention spécifiquement féminine à la préparation des prises de parole relevait d'une difficulté perçue à imposer sa compétence et, plus généralement, d'une démarche de justification ou de consolidation de leur légitimité. On est là dans une logique de « domination masculine » (Bourdieu, 2002) selon laquelle les femmes, même lorsqu'elles occupent des positions de pouvoir, restent l'objet d'une forme de violence symbolique qui les pousse à faire preuve de leurs compétences et de leur légitimité face à un universel masculin. En l'occurrence, ce phénomène serait renforcé puisqu'on s'intéresse à un univers très masculin, tant en ce qui concerne les ministres que les membres des cabinets, c'est-à-dire les acteurs sociaux dont la méthodologie adoptée nous a conduite à interroger le discours et les représentations.

Cette apparente différence de comportement peut aussi être lue à la lumière de la théorie de la mixité, développée par Sylviane Agacinski. Partant du principe que c'est bien la différence entre les sexes qui est universelle et qu'il existe « deux façons d'être un humain » (Agacinski, 2001 : 104), ce que nous avons identifié comme une particularité des femmes ministres pourrait être considérée comme une manière (conscientisée ou pas) de se détourner des manières de faire et d'être des hommes ministres et par là même, de se démarquer du « désir d'effacement de la différence qui a d'abord tenté le féminisme » (*ibid.*).

Enfin, une troisième et dernière lecture existe : elle paraît invalider les deux précédentes au sens où elle renvoie les différences de comportement enregistrées au rang des représentations masculines. Ici, on est confronté aux biais induits par ce type d'approche, ainsi qu'à ce que ces biais nous disent du sujet. Étant en mesure de n'interroger que des hommes écrivains appartenant de surcroît à des cabinets masculins, quand bien même ont-ils travaillé avec des femmes ministres, on est soumis au risque d'enregistrer des observations qui restent de l'ordre des représentations dominantes de l'activité des femmes dans le discours masculin. Si le discours des écrivains est animé et agi par des appréciations genrées, il n'en demeure pas moins un objet d'étude pertinent en tant qu'il est significatif des représentations dominantes sur les femmes (explicites ou non) dans le champ gouvernemental et politique en général, très fortement androcentré. Ce phénomène – dont le discours des écrivains est une chambre d'écho – n'est sans doute pas sans incidences sur la légitimité perçue et ressentie des femmes ministres, dont la place au sein d'un gouvernement apparaît le plus souvent comme n'étant pas acquise.

Conclusion

Il aurait également été possible d'aborder ce qui relève des points communs entre femmes et hommes ministres dans leur manière d'exercer leur métier. Ainsi aurions-nous insisté sur le fait que l'extrême attention portée aux médias, en particulier aux médias nationaux (presse quotidienne, chaînes de télévision et de radio généralistes), est une manie communément partagée par les hommes et les femmes du gouvernement. Dans tous les cabinets ou presque, en plus d'un ou plusieurs écrivains, on trouve des attachés de presse (en majorité des femmes, à la différence des écrivains) et/ou des chargés de communication. De manière plus générale, c'est bien un phénomène de rationalisation des signes et des symboles qui apparaît ainsi à la fois significatif d'une partie du travail du cabinet et constitutif de l'activité du ministre, la préparation des prises de parole n'étant pas la moindre de ses composantes.

Il ressort des entretiens que la variable du genre est secondaire relativement à celle de l'expérience politique, et plus particulièrement de l'expérience politique nationale, sinon gouvernementale. D'ailleurs, on peut supposer que cet élément se trouve accentué par la situation de contexte. Compte tenu du caractère encore très masculin du champ politique, on peut aussi imaginer que peu de femmes deviendront ministres et surtout exerceront durablement ce type de mandat.

Comme on l'a déjà évoqué, les pratiques politiques sont notamment conditionnées par le recrutement. Pourtant, il semblerait que ces femmes ministres, aussi proches soient-elles de leurs homologues masculins en termes de parcours de formation et d'expérience politique, exercent une partie au moins de leurs activités ministérielles de façon différente des hommes ministres. Cette observation émerge de discours produits par d'autres hommes, membres de cabinet, dont il n'est pas exclu qu'ils soient eux-mêmes producteurs de représentations « genrées » et représentatives de la domination masculine qui caractérise le champ gouvernemental. En définitive, l'ensemble de ces éléments conduit à la conclusion selon laquelle la féminisation du gouvernement bispin doit être relativisée (en prenant en considération à la fois les représentants politiques et les membres des cabinets), ses conditions d'accès ainsi que les contraintes qu'il génère sont encore très androcentrées.

Références

- Agacinski S., 2001, *Politique des sexes*. Précédé de *Mise au point sur la mixité*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Bonnaïous S., 2003, « Femme politique : une question de genre ? », *Réseaux*, 120, pp. 119-143.
- Bourdieu P., 2002, *La domination masculine*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Guigou É., 1997, *Être femme en politique*, Paris, Plon.
- Heinich N., 1999, *L'épreuve de la grandeur*, Paris, Éd. La Découverte.
- Mathiot P., Sawicki F., 1999, « Les membres des cabinets ministériels socialistes en France (1981-1993). Recrutement et reconversion », *Revue française de science politique*, vol. 49, 1-2, pp. 3-29 et pp. 231-264.
- Ollivier-Yaniv C., 2003, « Des conditions de production du discours politique : les « écrivains » des prises de parole publiques ministérielles », pp. 89-98, in : Bonnaïous S., Chiron P., Ducard D., Lévy C., dirs, *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Sineau M., 2001, *Profession femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Weber M., 1913, « Essai sur quelques catégories de la sociologie compréhensive », pp. 301-364, in : *Essais sur la théorie de la science*, trad. de l'allemand par J Freund, Paris, Éd. Presses Pocket, 1992.